



PRÉFET DE L'AIN

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Départementale de l'Ain

...

Affaire suivie par : Philippe ANTOINE
Subdivision 2
Tél. : 04 74 45 81 14
Courriel : philippe.antoine
@developpement-durable.gouv.fr
Réf : 20190430-RAP-S2-19-089- PA

ARKEMA

à

BALAN

Examen du porter à connaissance

au titre des articles L181-14 et R181-46 du code de l'environnement

« Essais industriels de production de nouveaux grades de PolyOléfine mettant en œuvre du Méthacrylate de Glycidyle »

<u>Etablissement</u>	ARKEMA 258 route de Saint Maurice De Gourdans 01360 BALAN
<u>Code S3IC</u>	61.12329
<u>Activité</u>	Fabrication par transformation chimique de polymères (PEVA)
<u>Régime</u>	Etablissement Seveso SB, IED
<u>Priorité</u>	Risques chroniques → P1 Risques accidentels → P1

I – Présentation de l'établissement

L'usine ARKEMA de Balan est implantée sur la plate-forme chimique de Balan regroupant ARKEMA, KEM ONE et COGESTAR.

L'activité de KEM ONE est la fabrication de PVC.

L'activité de ARKEMA est la fabrication de PEVA.

COGESTAR exploite une turbine à gaz de cogénération électricité / chaleur

Ces établissements partagent des utilités communes sur cette plate-forme.

L'activité de fabrication de PEVA a été autorisée par arrêté préfectoral du 17 mars 2005 pour une capacité de 280 T/j et 72 000 T/an.

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été modifié en profondeur par arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2013 pris dans le cadre de la scission de la plate-forme.

L'établissement est classé :

- SEVESO II seuil bas par la règle des cumuls (règle des cumuls sur les inflammables)
- IED : rubrique 3410h (fabrication de matières plastiques par transformation chimique)

L'établissement est classé « prioritaire » (émissions de COV > 100 T/an).

II – Projet de diversification de la production

La société ARKEMA a transmis le 7 mars 2019 un porter à connaissance dans le cadre de son projet de réaliser des essais industriels de diversification de ses productions.

Ce dossier a fait l'objet d'un 1^{er} examen de la DREAL (rapport du 9 avril 2019).

L'exploitant a amendé son projet et transmis un second porter à connaissance daté du 2 avril 2019.

Bien que le nouveau PAC soit antérieur à la date officielle du rapport de la DREAL, il répond aux observations soulevées par la DREAL dans son rapport.

II.A : présentation du dossier

La société ARKEMA a transmis, le 2 avril 2019, un porter à connaissance dans le cadre de son projet de réaliser des essais industriels de diversification de ses productions.

Ce projet de diversification n'entraîne pas d'augmentation de la capacité de production et doit être réalisé sur les unités de production existantes.

En revanche, ce projet nécessite l'utilisation d'un acrylate particulier, **le Métaacrylate de Glycidyle**.

Compte tenu de ses mentions de dangers, ce produit est classable sous la rubrique 4150 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant ne dispose pas de cette rubrique dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2005 modifié.

Rubrique	A, E D, DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
4150.2	D	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 20 t	1 iso-container de méthacrylate de glycidyle	15 tonnes

L'exploitant envisage 4 campagnes d'essais entre juin 2019 (date prévisionnelle de la 1ère campagne) et juin 2021 qui permettront la production de 100 à 150 tonnes de produits finis pendant les 2 à 3 jours de la campagne. Chaque campagne mettrait en œuvre 10 à 15 tonnes de GMA. L'exploitant doit stocker 1 isocontainer pendant les essais, d'une capacité de 15 tonnes.

II.B : examen du porter à connaissance

L'article R181-46 du code de l'environnement indique :

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Afin de vérifier que la modification n'est pas substantielle, il convient donc de vérifier ces 3 critères :

II.B.1 : nécessité d'une évaluation environnementale

Dans son 1^{er} dossier, l'exploitant sollicitait le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4150. Le projet était donc soumis à un examen au cas par cas de l'autorité environnementale sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

L'observation n°2 du rapport du 9 avril 2019 demandait donc la décision de l'autorité environnementale sur la demande de cas par cas.

L'exploitant a révisé son projet à la baisse et ne sollicite plus que le régime de la déclaration pour la rubrique 4150. L'observation n°2 du rapport du 9 avril 2019 est donc caduc.

Au titre de l'article R122-2 et de son annexe, le projet n'est ni soumis à évaluation environnementale systématique ni soumis à un examen au cas par cas (création d'une rubrique D) de l'autorité environnementale sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

II.B.2 : seuils quantitatifs et critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Compte tenu des éléments du dossier, la modification n'atteint pas les seuils et critères fixés par l'arrêté ministériel du 15/12/2009.

II.B.3 : dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Compte tenu de la nature du projet, les impacts potentiels sont de 3 ordres :

- impact des rejets atmosphériques
- impact sanitaire
- risques technologiques.

II.B.3.a) : rejets atmosphériques

Les émissions totales de COV ne sont pas modifiées de manière substantielle par l'emploi du GMA.

Toutefois, les émissions de COV contiendront du GMA. Or, le GMA est un COV spécifique. Il comporte les mentions de dangers H350 et H360F.

L'article 27.7°c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise pour ces substances :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

L'exploitant a estimé les émissions de GMA à :

- 162 g pour une production de 100 tonnes sur 24h ;
- 1,4 à 4 kg en cas de décompression accidentelle ;

L'exploitant estime donc que l'émission sera de $162/24=6,75$ g/h donc inférieur au seuil de 10g/h de l'arrêté ministériel du 2/02/1998.

Il est rappelé que le seuil de 10 g/h s'applique à la somme des rejets canalisés et diffus.

L'inspection des installations classées estime nécessaire de valider les calculs théoriques par des analyses lors des essais.

Toutefois, il est demandé à l'exploitant de respecter la VLE de 2 mg/m³. Une prescription à ce titre est fixée dans le projet d'arrêté.

L'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant doit être en mesure de démontrer que le remplacement du GMA n'est pas techniquement et économiquement possible.

II.B.3.b) : impact sanitaire

Le dossier est très succinct sur cet aspect.

Le dossier ne comporte aucune VTR (valeur toxicologique de référence) pour la substance.

L'exploitant conclut que l'impact sanitaire du projet d'essais industriels est considéré comme non significatifs et indique que la mise en œuvre industrielle du GMA fera l'objet d'un dossier ultérieur qui comportera une étude des risques sanitaires.

Compte tenu du caractère très limité des essais (4 campagnes réparties sur 2 années), et compte tenu de l'absence de population aux abords immédiats du site, l'inspection des installations classées propose qu'une ERS détaillée soit fournie lors de la mise en œuvre industrielle pérenne du GMA et **de bien limiter l'autorisation des essais à ce que prévoit le dossier.**

Dans l'attente de la communication de cette étude il est demandé à l'exploitant de fournir une modélisation des émissions dans l'air ambiant en prenant compte des éléments suivants :

- les résultats de la première campagne de mesures des rejets atmosphériques
- la quantité maximale en cas de décompression accidentelle soit 4kg.

L'exploitant fournira en conséquence une carte des courbes d'isoconcentration mentionnant notamment la valeur indiquée au chapitre 8 de la fiche de données de sécurité communiquée à savoir 0,18 mg/m³ (effets aigus par inhalation).

Dans l'attente de la communication ultérieure d'une ERS, l'exploitant communiquera en complément de cette modélisation les VTR éventuelles concernant le GMA. Si ces VTR existent, l'exploitant établira les courbes d'isoconcentration tenant compte de ces valeurs.

Ces résultats seront communiqués dans le mois suivant la première campagne de mesures.

II.B.3.c) : risques technologiques

L'exploitant a modélisé les effets toxiques liés à une évaporation de flaque.

L'exploitant conclut que l'utilisation de Magly n'augmente pas les risques par rapport à l'utilisation des autres acrylates.

III – Propositions de l’inspection des installations classées

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Ain de réserver une suite favorable à la demande de la société Arkema France de réaliser des essais d'utilisation de Magly.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

<p>Le rédacteur</p> <p>P. ANTOINE Ingénieur de l'Industrie et des Mines</p>	<p>Le vérificateur et approbateur</p>
---	---------------------------------------